Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21394 - 79EME ANNÉE

Deuxième rassemblement organisé par le collectif Réunion-Palestine solidarité le 12 novembre

Nouvelle mobilisation à La Réunion pour la solidarité avec le peuple palestinien

Après le succès du premier rassemblement organisé au Port, c'est la place Paul-Vergès qui sera le lieu d'une seconde manifestation de solidarité avec le peuple palestinien, le 12 novembre à 14h30. Chaque jour de nouveaux crimes sont perpétrés en Palestine, avec plus de 10000 Palestiniens tués par les bombes de l'État d'Israël depuis un mois. Pour les communistes, ce 12 novembre est une date importante, c'est celle de l'hommage annuel du PCR à Paul Vergès au Cimetière paysager du Port. Nul doute que quelques heures plus tard, les communistes seront également nombreux au rassemblement organisé par Réunion-Palestine solidarité sur la place portant le nom de l'ancien dirigeant du PCR.

Depuis les attaques terroristes du Hamas le 7 octobre, l'extrême droite au pouvoir en Israël a décidé d'amplifier la politique coloniale mise en œuvre, au mépris des droits des Palestiniens et de la sécurité des citoyens d'Israël.

Une des armées les mieux équipées du monde, dotée de l'armé nucléaire, couvre progressivement Gaza d'un tapis de bombe. Aucune zone n'est épargnée, les höpitaux et les ambulances sont délibérément visés par une armée coloniale.

Le 29 octobre, le collectif Réunion-Palestine solidarité avait organisé un rassemblement. L'interdiction de manifester de l'État avait été cassée par une décision de justice. Le rassemblement eut lieu sur la place des Cheminots au Port. Quand un train existait à La Réunion, ce secteur était un lieu symbolique de la lutte des syndicats qui permit l'abolition du statut colonial à La Réunion.

Ce rassemblement était un succès.

Le 12 novembre, c'est un autre lieu symbolique qui est choisi pour le second rassemblement : la place Paul-Vergès. En tant que dirigeant du PCR, Paul Vergès était un militant anti-colonial. Il s'inscrivait pleinement dans les luttes des communistes contre l'apartheid en Afrique du Sud et contre la colonisation de la Palestine notamment.

Ce 12 novembre marque également la date anniversaire du décès de Paul Vergès. Quelques heures avant le rassemblement, le Parti communiste réunionnais invite la population à un hommage au dirigeant disparu au Cimetière paysager à 9 heures.

A 14 heures 30, nul doute que les communistes seront également nombreux au rassemblement organisé par Réunion-Palestine solidarité.

M.M.

Conséquence du choix en 2010 d'utiliser l'argent du train pour un projet de route en mer

Embouteillages sous la pluie : La Réunion s'enfonce dans le sous-développement

Les embouteillages monstres hier à cause d'un simple épisode de forte pluie ont rappelé que La Réunion continue de s'enfoncer dans le sous-développement. C'est le résultat d'une décision prise en 2010 par une poignée d'élus réunionnais avec l'accord de l'État : utiliser l'argent prévu pour reconstruire le train à La Réunion pour le dépenser dans un projet de route en mer au service d'intérêts particuliers : importateurs de carburants, importateurs et vendeurs de véhicules, camionneurs, banques qui financent l'achat de véhicules particuliers. Ce lobby est contrôlé par des sociétés extérieures à La Réunion.

Le changement climatique à pour conséquence une fréquence plus élevée d'événements climatiques extrêmes. En tant que pays tropical, La Réunion a donc un risque plus important de phénomènes climatiques extrêmes liés à sa réalité géographique. Depuis plusieurs années, notre île vit une sécheresse hors-norme qui devient manifestement la règle. Ceci a des répercussions sur la ressource en eau car le système de consommation dans notre île est exactement le même qu'en Europe où le climat est tempéré.

Des intérêts particuliers privilégiés

Mais l'inadaptation de La Réunion à sa réalité ne concerne pas seulement le constat de 180 litres d'eau potable par jour et par habitant. C'est également la quasi-paralysie de la circulation dans un secteur touché par de fortes pluies. C'est ce qu'a rappelé l'épisode pluvieux de ce 8 septembre. Il s'est traduit par d'importants embouteillages.
Ceci n'est pas étonnant. La politique de la mobilité à La Réunion a en effet été orientée selon des intérêts particuliers : importateurs de carburants, importateurs et vendeurs de véhicules, camionneurs, banques qui financent l'achat de véhicules particuliers. C'est ce qu'il ressort en effet du choix en 2010 de stopper le chantier du train, et d'affecter l'argent qui était prévu pour lui à la construction d'une route en mer. Cette décision lourde de conséquences a été prise par une poignée d'élus réunionnais en 2010 : la majorité de la Région Réunion présidée par Didier Robert. Cette décision a été soutenue ensuite par l'État. Un accord signé par Didier Robert et François Fillon, Premier ministre, autorisait l'utilisation de l'argent prévu pour le train dans le projet de route en mer.

Tout-automobile inadapté à la réalité de La Réunion

Compte tenu du fait que la société de consommation est le modèle économique à La Réunion, une telle décision ne pouvait que contribuer à faire exploser le nombre de voitures dans notre île. La Réunion est en effet un petit pays de 2500 kilomètres carrés, dont la moitié de la superficie est sanctuarisée par un Parc national. L'essentiel de la population se concentre sur une étroite bande littorale. En conséquence, le moindre incident sur le réseau routier principal provoque immédiatement des kilomètres d'embouteillage et donc des milliers d'heures de perdues. C'est l'illustration du sous-développement qui s'aggrave à La Réunion, au rythme de l'accroissement sans limite du parc automobile.
Si La Réunion était un pays développé, elle aurait un train. Et avec une politique de la mobilité construite autour de ce transport de masse, nul doute que des dizaines de milliers de Réunionnais ne perdraient pas des heures à la moindre forte pluie. Les Réunionnais pourraient alors compter sur un moyen de transport fiable, rapide, pas cher et écologique.
Mais à cause d'une décision de quelques élus soutenus par Paris, les Réunionnais sont condamnés au sous-développement.

M.M.

L'État d'Israël continue de tuer plus d'un journaliste par jour en moyenne

« En un mois de guerre entre Israël et la Palestine, 41 journalistes ont été tués, soit plus d'un journaliste par jour. Trente-six d'entre eux sont des reporters palestiniens tués dans la bande de Gaza par des frappes israéliennes. Face à ce bilan meurtrier, Reporters sans frontières (RSF) a déposé plainte devant la Cour pénale internationale pour des crimes de guerre commis contre les journalistes en Palestine et en Israël, et exige la protection immédiate des journalistes.

Plus de 50 bureaux de presse ont été détruits complètement ou partiellement par des frappes israéliennes, dont le dernier en date est celui de l'Agence France-Presse (AFP). Dans la bande de Gaza, aucun lieu n'est sûr pour les journalistes. Qu'ils soient sur le terrain à découvert, qu'ils travaillent sous des tentes dédiées à la presse dressées près des hôpitaux, ou qu'ils se reposent dans leurs maisons ou leurs abris de fortune avec leurs proches, les journalistes, qui continuent d'informer sur l'un des conflits les plus meurtriers de ce siècle, sont en danger de mort imminente à Gaza.

Un mois après la terrible attaque du Hamas, et le déclenchement d'une riposte armée d'Israël, le décompte est terrifiant : 36 journalistes tués par des frappes israéliennes à Gaza en 31 jours de guerre. L'une des dernières victimes à cette date s'appelle Mohammad Abou Hassira. Il a été tué, avec plusieurs de ses proches, par une des frappes dans la ville de Gaza dans la nuit du 5 au 6 novembre. Le journaliste palestinien, employé par l'agence de presse palestinienne officielle Wafa, est le neuvième journaliste tué en 7 jours, depuis le 1er novembre, sur ce territoire de 45 kilomètres carrés. Une zone où les civils sont pris au piège sans aucune porte de sortie possible, vivant, comme le racontent ceux qui restent, sous "la pression permanente des frappes israéliennes incessantes".

Dès le premier jour, le 7 octobre, aux toutes premières heures de cette guerre, alors qu'ils couvraient la réplique d'Israël à l'attaque du Hamas, les photojournalistes Ibrahim Lafi, Mohammed al-Salihi, et Mohammad Jarghoun ont tous les trois été tués à Gaza. Trois jours plus tard, le 10 octobre, le rédacteur en chef du média local Al Khamissa Saïd al-Tawil, son correspondant Hisham al-Nawajha, et le photojournaliste de l'agence de presse palestinienne Khabar Mohammed Soboh sont tués par une frappe alors qu'ils couvraient le conflit. Le soir même, quatre autres journalistes ont été tués à leurs domiciles, avec plusieurs membres de leurs familles, par des frappes.

Dans les jours qui suivent, et jusqu'à aujourd'hui, le nombre de journalistes tués ne cesse d'augmenter, près d'un par jour en moyenne. Le 30 octobre, ce sont trois correspondants de Palestine TV, la chaîne publique officielle de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, qui ont été tués lors de frappes sur leur domicile. Sur les 9 journalistes tués en 7 jours depuis début novembre, 3 l'ont été lors de la seule journée du 2 novembre, journée de lutte internationale contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes. En apprenant que son collègue Mohammed Abu Hatab figure parmi les reporters décédés, un correspondant de Palestine TV, basé lui aussi à Gaza, a arraché son gilet de presse à l'antenne et lancer un cri de détresse et de colère : "Nous mourons les uns après les autres, et plus personne ne nous regarde […] Nous ne bénéficions d'aucune protection, d'aucune protection internationale".

Outre les 38 journalistes tués à Gaza, le photojournaliste de Reuters Issam Abdallah a été tué au Sud-Liban le 13 octobre, lors de frappes qui ont blessé six de ses collègues travaillant pour l'AFP, Reuters et la chaîne qatarienne Al Jazeera. Une enquête de RSF a révélé que le lieu exact où se trouvaient les journalistes avait été visé par deux frappes venant de la direction est de là où le groupe se trouvait, en direction de la frontière avec Israël.

Le 7 octobre, quatres journalistes israéliens ont été tués dans l'attaque du Hamas à la rave party et le kibboutz de Kfar Aza aux alentours de la bande de Gaza.

Source RSF

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lo moi san sigarète, in solissionan parmi d'ote…

Mézami novanm konm i di sé lo moi san taba : in l'invitassion pou toute bann fimèr-fimèz arète fimé é mi panss si in pé i ariv s'anpass la sigarète sré bon pou la santé d'moune. Opliss nora d'moune v'arète fimé, opliss sar bon pou la santé noute bann konpatriyote rényoné.

I paré lo méyèr manyèr lite konte l'adikssyon-la, sé d'pa trape lo promyé sigarète, pars si wi trape in promyé sigarète — sirtou si ou lé jenn — ou sar tanté prann in dézyèm, épi final de konte ou va vni fimèr é dann la difikilté d'arète avèk sa.

Poitan dizon tout demoune sof bann intéréssan i koné bien lo tor sigarète i fé dsi la santé d'moune. I koné ziska néna sink san pèrsone mor shak ané avèk sigarète. I koné ossi momandoné in pé toute sorte maladi ou lé riskab gagné si ou lé fimèr.

Ni pé rèv in vakssin konte lo ladikssyon-la. Ni pé rèv médikaman pou lite kont la dépandanss, mé ni koné bien lo sèl romède sé la volonté mé kozé lé bon, fèr lé méyèr. Shak foi demoune néna in mani, li lé dépandan, kissoi dépandan dossik, dépandan lalkol, dépandan in pé toute zafèr.

Télé i koz èk in médssin é i domann ali pou kossa l'éta i défann pa fé sigarète-la li réponn sanm pou li, in sossyété i pé pa viv san la drog é si i interdi trafik va komanssé. Noute toute la fine rogarde bann fime dsi la prohibission lalkol ; ni koné par kèr bann fime Al-Capone é ni koné momandoné dann l'Amérik laba la fini par rononss la politik prohibission.

Koméla i propoz bann solission pou arète fimé, kissoi lakipinktir, kissoi médikaman, kissoi talèr vakssin — mé nou lé ankor loin — mèm i trète bann fimèr konmsi zot lété bann koupab é lé pa normal izol demoune dann la sossyété.

Dovan bann léfor k'i fé, ni pé souète sa i arète, mé konm i di : « la pa domin la vèye ! » é si i diminyé in pé, sar déza bien.

A bon antandèr, salu !

Justin